

Commémor'Action du 9 février 2021

Solidarité avec les familles des 91 personnes disparues en mer !

Il y a un an, le 9 février 2020, à 4h09 du matin, Alarm Phone a reçu un appel de 91 personnes en détresse au large de Garabulli, en Libye. Paniquées, car leur bateau pneumatique était en train de se dégonfler.

Elles sont néanmoins parvenues à communiquer clairement leurs coordonnées GPS qu'Alarm Phone a immédiatement relayées aux autorités italiennes et maltaises, ainsi qu'aux dits "garde-côtes" libyens. À 05h35 CET, les personnes en détresse ont appelé Alarm Phone pour la dernière fois. Le contact avec le bateau a ensuite été perdu.

Les dits "garde-côtes" libyens, financés et formés par les autorités italiennes et européennes dans le cadre de leurs efforts pour déléguer les contrôles aux frontières et leurs violences, ont déclaré à Alarm Phone qu'ils n'avaient pas l'intention de rechercher et de sauver les personnes en détresse « parce que les centres de détention étaient pleins ».

Le même jour, un bateau était secouru à Malte ; beaucoup espéraient qu'il s'agisse de celui qui avait alerté Alarm Phone. Cependant, il est vite apparu qu'il ne s'agissait pas de la même embarcation : un bateau blanc et non noir, avec 82 personnes à bord et non 91.

En raison du silence des autorités sur le sort des 91 personnes à bord du pneumatique noir, comme dans la plupart des cas de détresse en Méditerranée centrale, Alarm Phone ainsi que les familles et ami.es doivent s'en remettre à des informations fragmentaires et essayer de faire le lien entre des détails, cruciaux, pour comprendre ce qui est arrivé aux personnes en détresse.

Le 9 février 2020 et dans les jours qui ont suivi, aucune information n'a permis de retrouver les 91 personnes malgré les recherches : aucune trace d'elles depuis les terres, rien n'indiquant qu'elles soient encore en mer.

Un mois plus tard, nous avons écrit une lettre ouverte à l'ensemble des autorités et institutions responsables pour leur demander ce qui s'était passé ce jour-là et ce qu'elles avaient fait pour rechercher et sauver les personnes en détresse. Nous n'avons reçu aucune réponse de leur part.

Dix mois plus tard, à l'occasion du 18 décembre, nous avons envoyé une nouvelle lettre aux responsables. Si Frontex nous a répondu, c'est clairement le résultat de pressions accrues sur l'agence, des enquêtes sur sa participation à des opérations de refoulement ayant suscité l'attention de la communauté internationale.

En guise de réponse, Frontex a partagé une photo prise le 9 février 2020 montrant un bateau pneumatique dégonflé à une position proche de celle signalée par les personnes en détresse. Cependant, aucune présence humaine n'est visible sur l'image.



#SayTheirNames
#BlackLivesMatter
#BordersKill
#StopDeathsAtSea



Tout au long de l'année qui s'est écoulée, les familles et ami.es des 91 personnes disparues ont mené des recherches, contacté Alarm Phone ainsi que les autorités européennes. Mais elles sont restées sans réponse.

Ces efforts collectifs et l'auto-organisation des familles, principalement au Darfour, ont permis de rassembler 62 noms et les photos de certaines des personnes disparues. Cette liste redonne ainsi un nom, un visage, un sourire à beaucoup de celles et ceux que les autorités européennes ont fait disparaître en mer.

En l'absence des corps, en l'absence de réponses claires, il est impossible pour les familles de connaître le sort de leurs proches et de tourner la page.

Les 91 personnes qui ont disparu le 9 février ne sont pas comptabilisées dans les statistiques officielles, qui tiennent compte uniquement des naufrages confirmés par les survivants. En l'absence de témoins, des dizaines de naufrages ne sont pas enregistrés, ne sont pas reconnus, donc, par les organisations internationales et les Etats.

Nous rejetons la logique qui consiste à réduire la vie et la mort de personnes noires / migrantes à des chiffres. Cette déshumanisation raciste ne rend pas compte de la perte d'Abdul, d'Aboubacar, d'Adnan, d'Afdel. Elle ne rend pas compte de la douleur infligée à leurs mères, pères, à leurs frères et sœurs, à leurs ami.es. Elle ne rend pas compte de la violence de la suprématie blanche, historique et actuelle, qui continue à assassiner des vies exilées, à les laisser mourir en mer.

Le silence et le manque de reconnaissance privent des communautés entières du droit de savoir ce qu'il est advenu des personnes disparues. Il prive des communautés entières du droit d'enterrer leurs proches, de les pleurer, de trouver des réponses à l'issue de douloureuses recherches.

Alors que des communautés entières sont touchées par cette violence, elles refusent d'être elles-mêmes réduites au silence et se mobilisent plutôt, pour exiger des réponses. Aujourd'hui, les familles et les ami.es des 91 personnes disparues se rassemblent à Al Fasher, au Darfour, pour commémorer leurs proches et protester contre l'invisibilisation de leur disparition.

En solidarité avec elles et eux, et en solidarité avec les ami.es et les familles de toutes les personnes disparues ou tuées par le régime des frontières, nous nous rassemblons aujourd'hui dans de nombreuses villes pour demander des réponses.

Pour dire, avec elles et eux, leurs noms à voix haute. Pour rappeler à l'Europe que chaque vie noire compte et que nous ne les oublierons pas.

Avec elles et eux, nous exigeons la fin immédiate des crimes que représentent la violence raciste, le laisser mourir en mer et la disparition forcée des personnes en mouvement.

Aujourd'hui et chaque jour, nous nous battons pour que l'Europe rende compte de sa violence raciste, nous luttons pour la liberté de circulation de toutes et tous.

Stop aux disparitions en mer !